



17^e CONFÉRENCE **OIDP** | MONTRÉAL 2017 PARTICIPATION SANS EXCLUSION

ACTES DE LA CONFÉRENCE

ÉVALUER? EST-CE BIEN UTILE?

Animatrice

Dominique Ollivier, Office de consultation publique de Montréal.

Intervenants

Marta Massana, Office de consultation publique de Montréal.

Ernesto Gomez Magaña, Mexique.

Nicole Cabral, Public Agenda, É.-U..

Mario Yoldi Dominguez, Espagne.

Pour améliorer la participation des citoyens à la production des politiques publiques, il est nécessaire de se doter d'outils pour évaluer diverses composantes de cette participation. Ce panel a présenté les démarches et les outils mis en œuvre dans différents contextes pour évaluer les dispositifs participatifs et pour rendre des comptes à la population.

Madame Marta Massana a présenté la démarche d'autoévaluation que l'OCPM est en train de faire dans le but de connaître davantage la contribution de son action à l'inclusion des groupes éloignés dans les processus de consultation et de participation citoyenne. Par une approche de type historique visant à porter un regard sur les 15 ans d'existence de l'OCPM, la méthodologie adoptée combine la recherche documentaire et la recherche ethnographique. Ainsi, elle est allée à la rencontre des groupes, des individus, des professionnels, etc. qui, au cours de ces 15 ans, ont participé aux processus de consultation ou activités parallèles organisés par l'Office. Cette démarche lui a permis d'obtenir des données expérientielles permettant une analyse qualitative et approfondie sur le sujet et qui serviront à dessiner, de façon éclairée, l'avenir de l'action de l'Office.

Finalement, la présentation du rapport issu de ces recherches aura lieu en automne dans le cadre des activités organisées par l'Office pour ses 15 ans.

Madame Nicole Cabral a présenté les recherches qu'elle a menées dans le but d'évaluer le processus du budget participatif. La méthodologie utilisée pour construire ces processus repose sur les recherches académiques, la création de projets spéciaux et la mise en place de 15 outils métriques. Elle a élaboré un formulaire afin de recueillir les données. Trois catégories étaient concernées : la vie civique et politique, l'inclusion et la gouvernance. Comme exemple de question posée, on a : « Est-ce que le budget participatif prend en compte les problèmes des populations marginalisées? » La collecte et l'analyse des données se sont étendues de 2014 à 2015. Les



17^e CONFÉRENCE **OIDP** | MONTRÉAL 2017 PARTICIPATION SANS EXCLUSION

ACTES DE LA CONFÉRENCE

populations de moins de 18 ans et les personnes âgées étaient très représentées. Par contre, les personnes à bas revenus et sous-éduquées sont sous-représentées. Dans le cadre d'un projet mené en Amérique latine sur l'engagement public, elle a, par ailleurs, noté que l'utilisation des TIC n'est pas évidente, car les populations n'ont pas toujours accès à Internet. Par conséquent, l'information est souvent redimensionnée avant d'être transmise.

Pour **Monsieur Ernesto Gomez Magaña**, l'évaluation est nécessaire, car elle génère la connaissance. La question fondamentale qu'on doit se poser devient celle de savoir qui évalue, quoi et qui participe. On évalue aussi afin de prendre pour modèles d'autres chemins ou méthodes existants. Au Mexique, par exemple, il note que le conseil citoyen évalue de façon directe les processus du gouvernement. Seulement, il suit la méthodologie et les statistiques fournies par le gouvernement. Et il poursuit en se posant deux questions : « Les outils que nous avons sont-ils valides? La participation citoyenne arrive-t-elle à un résultat ? » Il continue son propos en y apportant des réponses. Pour lui, il ne s'agit pas seulement de construire un site web et de fournir des statistiques. La reddition des comptes doit être au rendez-vous. C'est pourquoi il estime que l'engagement des citoyens est déterminant, car on n'utilise que leurs champs d'intérêt pour évaluer. Par conséquent dit-il, on a besoin de l'esprit des citoyens et d'une méthodologie pour évaluer. Par ailleurs, les actions d'évaluation doivent avoir les mêmes perspectives. Ici, la société civile joue ainsi le rôle de témoin social. Il reste une autre préoccupation : la transparence des processus et leur conformité vis-à-vis des lois. Il y a donc un besoin urgent de cibler les témoins sociaux. Les exercices collectifs dans les organisations sont nécessaires. Seulement, la confiance n'existe pas toujours, car la société civile est soumise aux mécanismes de contrôle par le gouvernement; bref, une sorte d'espionnage.

Madame Dominique Ollivier : La question de l'évaluation est aussi celle du contexte dans lequel elle se déroule!

Responsable des politiques de logement du gouvernement basque, **Monsieur Mario Yoldi Dominguez** a présenté deux concepts de base et un concept secondaire. Pour lui, en effet, il est nécessaire d'évaluer la situation, car tout ce qui n'est pas évalué ne peut être amélioré. L'évaluation joue, de ce fait, un rôle instrumental dans les politiques publiques. Elle peut être participative ou collaborative. Il a fait part de 22 expériences d'évaluation de la participation qui ont donné lieu à la collecte des propositions et à leur systématisation. Il ressort que la participation citoyenne, comme tout projet, nécessite une analyse profonde et une planification. Elle est également un chemin continu. Les forces doivent être évaluées. Les facteurs de succès et les facteurs critiques doivent être identifiés à chaque phase, c'est-à-dire la planification, l'implémentation et les résultats. Il faut



17^e CONFÉRENCE OIDP | MONTRÉAL 2017 PARTICIPATION SANS EXCLUSION

ACTES DE LA CONFÉRENCE

être capable de s'adapter, d'être flexible. Au niveau instrumental, il importe de partager avec les citoyens ce que l'on fait. Aussi, pour les projets de participation, les délais sont parfois très longs.

Madame Dominique Ollivier : Nous venons de voir plusieurs entrées pour l'évaluation : l'objet, la participation, les processus et leur impact. Ces quatre différentes approches d'évaluation montrent que les choses qui sont mesurées sont fondamentalement différentes. Ainsi, faut-il penser à l'évaluation quand on commence, en cours ou après? Par ailleurs, dans quel contexte le design de l'évaluation peut-il se faire?

Monsieur Mario Yoldi Dominguez : En Europe, nous avons l'évaluation initiale, à mi-chemin, et finale. L'évaluation est, de ce fait, un processus continu. C'est plus efficace de préévaluer, de le faire au travers du processus. Bref, de façon continue. Lorsque l'évaluation est faite à la fin, elle permet juste de faire l'histoire, mais n'améliore pas la situation.

Monsieur Ernesto Gomez Magaña : Il est important d'avoir des segments de cinq ans et de pouvoir changer les choses en cours de route si nécessaire.

Madame Nicole Cabral : La nature de la recherche peut ne pas permettre que l'évaluation se fasse dès le début. Dans le cadre de notre recherche, nous avons préféré construire les capacités des groupes afin qu'ils puissent faire eux-mêmes leur évaluation.

Question d'un participant : Qu'arrive-t-il dans vos agendas? Vous arrive-t-il d'aller au-delà des recommandations du gouvernement?

Monsieur Mario Yoldi Dominguez : En général, les gouvernements utilisent les évaluations pour corriger ou ajuster des politiques en termes de buts ou plans. Mais aussi, il arrive que nos conclusions ne soient pas vues d'un bon œil. Personnellement, j'ai eu de nombreux problèmes et le gouvernement a menacé de fermer l'Observatoire. Cela est le plus souvent relié aux individus et non aux partis politiques. Ce n'est pas toujours facile. Les processus eux-mêmes sont complexes, car on doit parler à différents groupes, utiliser différents canaux.

Madame Marta Massana : Dans le processus d'évaluation, ce n'est pas seulement important d'avoir des impacts spécifiques. Au-delà de la déception de certains participants, l'évaluation permet aux citoyens d'avoir une connaissance des procédures publiques. Ainsi, les effets de levier impactent sur les processus politiques et sociaux.



17^e CONFÉRENCE OIDP | MONTRÉAL 2017 PARTICIPATION SANS EXCLUSION

ACTES DE LA CONFÉRENCE

Question d'un participant : Quels sont les critères que l'on devrait utiliser pour comparer les budgets participatifs, vu la diversité des contextes dans lesquels ils sont implémentés?

Madame Nicole Cabral : La situation est très complexe, y compris aux É.-U. Comme perspectives, on peut prendre en compte la fiabilité du processus, la responsabilité des citoyens et les commanditaires.

Question de **Madame Dominique Ollivier** : La participation est-elle un projet comme tous les autres?

Monsieur Ernesto Gomez Magaña : Tout à fait. Elle nécessite de la planification. La difficulté est de savoir comment garantir la validité du dispositif. Ce qui implique également un cadre législatif fort. Elle doit nécessairement être institutionnalisée. Le budget en lui-même n'est pas quelque chose de simple, encore moins un exercice anodin. Cela exige un certain type de citoyens qui peut prendre des risques. Le responsable, de ce fait, ne doit pas être politiquement inconfortable.

Madame Dominique Ollivier : L'évaluation n'est jamais neutre qu'elle soit qualitative ou quantitative. Le fait de regrouper l'information sur la participation est difficile. La participation peut mener à autre chose que l'objectif initial. Les gens sont-ils impliqués pour savoir qu'est-ce qui doit être évalué et comment?

Monsieur Mario Yoldi Dominguez : Quand on évalue une politique publique, il y a des aspects techniques et des aspects politiques. Il faut prendre en compte les autres acteurs, notamment les bénéficiaires. Nous n'avons pas encore un tel mécanisme qui permette d'intégrer tout le monde. Il est essentiel de combiner des visions très différentes afin de parvenir à un consensus.

Madame Marta Massana : Parfois, on travaille de façon intuitive. Il s'agit de systématiser cela. Mais les ressources ne suivent pas toujours.

Madame Nicole Cabral : L'idée et même l'espoir que nous chérissons est de cocréer avec les acteurs les processus pour évaluer.

Monsieur Ernesto Gomez Magaña : En tant qu'organisation, nous avons des exercices qui existent. Il est important de penser aux projets sociaux qui favorisent un apprentissage collectif nécessaire dans toutes les actions.



17^e C O N F É R E N C E
OIDP | MONTRÉAL
2017
PARTICIPATION SANS EXCLUSION

ACTES DE LA CONFÉRENCE

Madame Dominique Ollivier : Au final, nous nous rendons compte que pour améliorer les méthodologies et les processus d'évaluation, il faut recueillir les avis et les informations nécessaires.